

8

Prépension à partir de 56 ans en 2003 et 2004

CCT relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2003 et 2004 conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 10 juin 2003.

Article 1er. -La présente CCT est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003, de l'article 9 de l'accord sectoriel 2003-2004 conclu le 21 mars 2003 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et de la loi du 1^{er} avril 2003 portant exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 précité (M.B. 16 mai 2003).

La présente CCT ne s'applique qu'aux entreprises qui en conviennent à leur niveau, par adhésion à la présente CCT sectorielle, soit sous la forme d'une CCT soit sous la forme d'un acte d'adhésion.

La présente CCT a pour objet d'instaurer, pour une durée limitée à la période s'étendant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus et selon les modalités prévues par la CCT n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

Article 2. -La présente CCT s'applique, conformément à l'article 1^{er} ci-avant, aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employées et employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette commission paritaire.

Article 3. - La procédure d'adhésion à la présente CCT est définie comme suit :

A. Si l'adhésion s'opère par CCT, elle doit mentionner qu'elle est conclue en exécution de la présente CCT sectorielle; elle sera envoyée pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Service public fédéral Travail, Emploi et Concertation sociale. Une copie de cette CCT sera envoyée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT ;

B. Si l'adhésion s'opère par acte d'adhésion, la procédure est la suivante :

L'adhésion se fait par la signification d'un acte d'adhésion dont un modèle est joint en annexe à la présente CCT.

Cet acte d'adhésion doit être communiqué par écrit par l'employeur à chaque employé. Pendant huit jours à partir de cette communication écrite, l'employeur met un registre à la disposition des employés, dans lequel ceux-ci peuvent formuler leurs observations.

Cet acte d'adhésion doit mentionner qu'il est conclu en exécution de la présente CCT sectorielle. Il sera envoyé — après le délai de huit jours susmentionné et avec le registre — pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Service public fédéral Travail, Emploi et Concertation sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée pour information au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

30 -06- 2003

1 -09- 2003

NR.
NO

67440 10/07

Article 4. - Le régime d'indemnité complémentaire visé à l'article 1er de la présente CCT est prévu pour les employés :

- 1° ayant atteint ou atteignant, au moment de la fin de leur contrat de travail et au plus tard le 31 décembre 2004, l'âge de 56 ans ou plus.
- 2° satisfaisant aux conditions légales régissant la matière : par conséquent, les employés concernés devront pouvoir justifier de 33 années de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié ainsi que de 20 ans au minimum dans un régime de travail tel que visé dans l'article 1er de la CCT n° 46 conclue au Conseil national du travail le 23 mars 1990. En outre, les employés concernés devront justifier d'au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise; la CCT ou l'acte d'adhésion pourra porter cette condition d'ancienneté dans l'entreprise à un maximum de 20 ans.
- 3° qui sont licenciés, sauf en cas de motif grave au sens de la législation relative aux contrats de travail.

Les employés concernés seront invités le cas échéant par l'employeur à un entretien prévu à l'article 10 de la CCT précitée n° 17, conclue au Conseil national du travail ; le cas échéant, la procédure de licenciement sera exécutée.

Article 5. - Pour les employés concernés, les mêmes dispositions et procédures que celles fixées par la CCT n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail sont d'application.

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur sera calculée comme défini aux articles 6 et 7 de la CCT n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail. Par conséquent, cette indemnité complémentaire sera égale à 50 p.c. de la différence entre l'allocation de chômage et la rémunération nette de référence de l'employé.

Article 6. - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est octroyée conformément aux dispositions de la CCT n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail.

Article 7. - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est payée mensuellement.

Son montant est, conformément à l'article 8 de la convention collective n° 17 précitée conclue au Conseil national du travail :

- lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en la matière aux allocations de chômage ;
- révisé conformément au coefficient annuel de réévaluation déterminé par le Conseil national du travail en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

Article 8. - Les employés prépensionnés s'engagent à informer immédiatement leur dernier employeur s'ils reprennent une activité. S'ils reprennent une activité autre que celle autorisée aux prépensionnés par la législation, le paiement de l'indemnité complémentaire dont question à l'article 4 de la présente CCT est suspendu.

En tout cas, ils fourniront tous les trois mois la preuve qu'ils continuent à bénéficier des allocations de chômage.

0

Article 9. - La présente CCT est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur 1er janvier 2003 et prend fin le 31 décembre 2004.

Elle sera déposée au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Service public fédéral Travail, Emploi et Concertation sociale et la force obligatoire par arrêté royal est demandée.

Annexe - Modèle d'acte d'adhésion conformément à l'article 3 B de la présente CCT sectorielle

Prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2003 et 2004 pour les employés ayant 33 ans de passé professionnel en tant que salarié et au minimum 20 ans de prestations dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la CCT n° 46 du Conseil national du travail ainsi qu'au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise (1).

I. Identité de l'entreprise

- 1.1. Nom et prénom et raison sociale.....
- 1.2. Domicile ou siège social rue/avenuen°.....
code postal..... commune.....
- 1.3. Unité technique d'exploitation (siège d'exploitation)
rue/av..... n°
code postal..... commune
- 1.4. Téléphone Fax
- 1.5. Identité du signataire
fonction.....
- 1.6. N° de Commission paritaire.....
- 1.7. Numéro d'immatriculation à l'ONSS.....

II. Déclaration d'adhésion

Le présent acte d'adhésion est souscrit en exécution de la CCT relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2003 et 2004, conclue le 10 juin 2003 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et dont une copie est annexée au présent acte d'adhésion.

L'employeur soussigné déclare adhérer à la CCT sectorielle précitée conclue le 10 juin 2003 au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et couvrant la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004.(1)

(1) cette ancienneté de 5 ans dans l'entreprise peut, moyennant une mention expresse par l'employeur dans le point II du présent acte d'adhésion, être portée à maximum 20 ans. Si l'employeur souhaite soumettre l'accès à cette prépension conventionnelle à des conditions supplémentaires, il doit également les mentionner expressément au point II du présent acte d'adhésion.

III. Engagements

L'employeur soussigné atteste que le présent acte d'adhésion a été soumis à la consultation des employés conformément aux dispositions de la CCT précitée.

8

IV. Procédure

Un exemplaire du présent acte d'adhésion sera, après la consultation mentionnée au point III ci-dessus, accompagné du registre mentionné à l'article 3 B de la CCTsectorielle susmentionnée, envoyé pour dépôt au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Service public fédéral Travail, Emploi et Concertation sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, qui en informe les signataires de la présente CCT sectorielle.

Fait à, le
(signature, identité et fonction du signataire)

Bruggensioen vanaf 56 jaar in 2003 en 2004

CAO betreffende het conventioneel bruggensioen vanaf 56 jaar in 2003 en 2004 gesloten op 10 juni 2003 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

Artikel 1. - Deze CAO wordt gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003, van art. 9 van het sectoraal akkoord 2003-2004 gesloten op 21 maart 2003 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en van de wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het voornoemd interprofessioneel akkoord voor de periode 2003-2004 (B.S. 16 mei 2003).

Deze CAO is alleen maar van toepassing op de ondernemingen die hiermede op hun niveau instemmen, hetzij onder de vorm van een CAO hetzij onder de vorm van een toetredingsakte tot deze sectorale CAO.

Deze CAO heeft tot doel de inrichting, voor een duur beperkt tot de periode die zich strekt van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de CAO nr. 17 van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.

Artikel 2. - Deze CAO is, overeenkomstig artikel 1 hierboven, van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité.

Artikel 3. - De toetredingsprocedure tot onderhavige CAO wordt als volgt vastgesteld:

A. Indien de toetreding gebeurt via een CAO dient deze CAO te vermelden dat hij gesloten is in uitvoering van deze sectorale CAO; hij wordt voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Een afschrift van deze CAO wordt ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze CAO van in kennis brengt;

B. Indien de toetreding via toetredingsakte gebeurt is de procedure als volgt:

De toetreding gebeurt door de betekening van een toetredingsakte, waarvan een model in bijlage aan deze CAO wordt toegevoegd.

Deze toetredingsakte dient door de werkgever aan elke bediende schriftelijk te worden meegedeeld. Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de bedienden waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven.

Deze toetredingsakte dient te vermelden dat zij opgemaakt is in uitvoering van deze sectorale CAO. Zij wordt — na de hierboven vermelde termijn van acht dagen en samen met het register — voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte evenals van het voornoemd register, wordt ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

NEERLEGGING-DEPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

NR.

N^o

3 0 -06- 2003

1 1 -09- 2003

67440

10/207

b

Artikel 4. - De in artikel 1 van deze CAO bedoelde regeling van aanvullende vergoeding wordt voorzien voor de bedienden die:

- 1° de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 december 2004.
- 2° voldoen aan de terzake geldende wettelijke voorwaarden: bijgevolg zullen de betrokken bedienden een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar moeten kunnen rechtvaardigen evenals minimaal 20 jaar gewerkt hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de CAO nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad. Bovendien zullen de betrokken bedienden ten minste 5 jaar anciënniteit in de onderneming moeten bewijzen; de CAO of de toetredingsakte kan deze anciënniteitsvoorwaarde in de onderneming brengen op maximaal 20 jaar.
- 3° ontslagen worden, behoudens wegens dringende reden zoals bedoeld in de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De betrokken bedienden zullen desgevallend door de werkgever uitgenodigd worden tot een onderhoud zoals voorzien in artikel 10 van de voornoemde CAO nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Er zal, desgevallend, tot de ontslagprocedure worden overgegaan.

Artikel 5. - Voor de betrokken bedienden gelden dezelfde voorwaarden en procedures als deze bepaald in de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever zal berekend worden zoals bepaald in de artikelen 6 en 7 van de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad. Bijgevolg zal deze aanvullende vergoeding gelijk zijn aan 50 pct. van het verschil tussen de werkloosheidsuitkering en het netto referteloon van de werkman.

Artikel 6. - De in artikel 4 van deze CAO bedoelde aanvullende vergoeding wordt overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad toegekend.

Artikel 7. - De in artikel 4 van deze CAO bedoelde aanvullende vergoeding wordt maandelijks van de Nationale Arbeidsraad uitbetaald.

Zijn bedrag wordt, overeenkomstig artikel 8 van de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad :

- gebonden aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de modaliteiten die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen ;
- herzien overeenkomstig de herwaarderingscoëfficiënt door de Nationale Arbeidsraad jaarlijks vastgesteld, in functie van de evolutie van de regelingslonen.

Artikel 8. - De betrokken bruggepensioneerde bedienden verbinden zich ertoe hun laatste werkgever onmiddellijk in te lichten indien zij een activiteit hernemen. Hernemen zij een andere activiteit dan deze die aan de bruggepensioneerden door de wetgeving toegelaten is, dan wordt de uitbetaling van de in artikel 4 van onderhavige CAO bedoelde aanvullende vergoeding opgeschort.

In elk geval zullen zij om de drie maand het bewijs voorleggen dat zij van de werkloosheidsuitkeringen blijven genieten.

Artikel 9. - Deze CAO wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2003 en eindigt op 31 december 2004.

Zij zal worden neergelegd ter griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht bij koninklijk besluit wordt gevraagd.

Bijlage - Model van toetredingsakte overeenkomstig artikel 3 B van deze sectorale CAO

Conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2003 en 2004 voor de bedienden met 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende en minimaal 20 jaar prestaties in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de cao nr. 46 van de Nationale Arbeidsraad evenals minstens 5 jaar anciënniteit in de onderneming (1).

I. Identiteit van de onderneming

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel straat
- postnummer gemeente
- 1.3. Zetel technische bedrijfseenheid (exploitatiezetel)
straat
- postnummer gemeente
- 1.4. Telefoon Fax
- 1.5. Identiteit van de ondertekenaar
- functie
- 1.6. Nr. Paritair Comité
- 1.7. Inschrijvingsnummer bij de RSZ

II. Toetredingsverklaring

Deze toetredingsakte wordt onderschreven in uitvoering van art. 3 B van de sectorale CAO betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2003 en 2004 gesloten op 10 juni 2003 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en waarvan een kopij bijgevoegd is bij deze toetredingsakte.

De ondergetekende werkgever verklaart toe te treden bij voornoemde sectorale CAO gesloten op 10 juni 2003 in de schoot van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en die de période van 1 januari 2003 tot 31 december 2004 dekt.

(1) Deze anciënniteit van 5 jaar in de onderneming mag door de werkgever, mits een uitdrukkelijke vermelding door de werkgever in punt II van deze toetredingsakte, tot maximum 20 jaar worden gebracht. Indien de werkgever de toegang tot dit conventioneel brugpensioen afhankelijk wenst te maken van supplémentaire voorwaarden dient hij ze eveneens uitdrukkelijk te vermelden in punt II van deze toetredingsakte.

III. Verbintenissen

De ondergetekende werkgever bevestigt dat deze toetredingsakte ter raadpleging aande bedienden werd voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van voornoemde CAO.

z

IV. Procédure

Een exemplaar van deze toetredingsakte wordt, na de in punt III hierboven vermelde raadpleging, samen met het register vermeld in art. 3 B van de hogervermelde sectorale CAO, voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst, Werkgelegenheid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte wordt, samen met een afschrift van het voornoemdregister, ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

Opgemaakt te....., op.....

(ondertekening, identiteit en functie van de ondertekenaar)